

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1993, chapitre 96
**LOI CONCERNANT LA SUCCESSION DE
CORA FRANCES DUNKERLEY**

Projet de loi 207

présenté par M. André J. Hamel, député de Sherbrooke

Présenté le 12 mai 1992

Principe adopté le 10 décembre 1993

Adopté le 10 décembre 1993

Sanctionné le 13 décembre 1993

Entrée en vigueur: le 13 décembre 1993

Loi modifiée: Aucune



CHAPITRE 96

Loi concernant la succession de Cora Frances Dunkerley

[Sanctionnée le 13 décembre 1993]

Préambule ATTENDU que par son testament fait le 10 octobre 1959, vérifié par la Cour supérieure le 17 janvier 1962 (numéro 1155 des dossiers de la Cour supérieure pour le district d'Arthabaska) et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Richmond sous le numéro 73164, Cora Frances Dunkerley, décédée le 31 décembre 1961, a légué à ses fiduciaires J. Gordon Smith et Ralston M. Graham, tous ses biens à charge par eux d'utiliser les revenus de sa succession selon les fins et modalités décrites dans ce testament;

Que Ralston M. Graham, l'un des légataires fiduciaires, est décédé le 1^{er} janvier 1963, laissant J. Gordon Smith seul et unique légataire fiduciaire de la succession de Cora Frances Dunkerley;

Qu'à la suite d'une requête présentée par J. Gordon Smith, le présent requérant, Richard Eugène Saint-Dizier, par jugement daté du 26 janvier 1976 et portant le numéro 450-14-000038-76 des dossiers de la Cour supérieure pour le district de Saint-François, a remplacé J. Gordon Smith;

Que parmi les biens légués en fiducie par Cora Frances Dunkerley se trouve un immeuble situé à Ulverton, province de Québec;

Que le testament de Cora Frances Dunkerley contient une clause stipulant que cet immeuble et la maison érigée dessus ne devront pas être vendus, la maison pouvant être transformée en un immeuble à revenus de deux logements;

Que cette clause de prohibition de vendre ne semble avoir été inscrite que pour assurer un revenu certain aux «Stewards of the Ulverton United Church»;

Que les revenus provenant de la location de cet immeuble sont insuffisants pour faire face aux frais élevés d'entretien et de réparation constants que nécessite cet immeuble;

Que dans l'intérêt de l'exécuteur de la succession de Cora Frances Dunkerley de même que dans celui des bénéficiaires des revenus de cette succession, il est à propos que l'exécuteur fiduciaire de la succession soit autorisé à vendre cet immeuble et à utiliser les revenus provenant du produit de cette vente suivant les dispositions du testament;

Qu'il a été impossible de trouver des personnes apparentées à Cora Frances Dunkerley;

Que les bénéficiaires des revenus, « the Stewards of the Ulverton United Church », ont été avisés de la présentation du présent projet de loi et qu'ils consentent à sa présentation et à son adoption;

Que, depuis plusieurs années, plusieurs résidents d'Ulverton et des environs utilisent à des fins récréatives une partie de l'immeuble légué par Cora Frances Dunkerley ainsi qu'un immeuble contigu et que, lors d'une assemblée générale tenue le 14 juin 1990, la congrégation de l'Église Unie d'Ulverton a consenti à donner à la municipalité d'Ulverton la partie du terrain légué par madame Dunkerley ainsi utilisée à condition toutefois que la municipalité prenne à sa charge les frais juridiques nécessités par cette donation;

Que la municipalité d'Ulverton a, par une résolution de son conseil adoptée le 8 septembre 1992, déclaré qu'elle ne s'opposait pas à l'adoption de la présente loi à condition de pouvoir acquérir à titre gratuit la partie du terrain légué utilisée à des fins récréatives par la population;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Vente d'un
immeuble
autorisée

1. Malgré la prohibition de vendre stipulée dans le testament de Cora Frances Dunkerley, daté du 10 octobre 1959, vérifié le 17 janvier 1962 (numéro 1155 des dossiers de la Cour supérieure pour le district d'Arthabaska) et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Richmond sous le numéro 73164, l'exécuteur fiduciaire de cette succession est autorisé à vendre l'immeuble concerné et ci-après décrit:

« Un certain immeuble situé dans la municipalité d'Ulverton connu et désigné comme étant les lots numéros 106 et 107 aux plan

et livre de renvoi pour le canton de Durham, à distraire cependant la partie de l'immeuble déjà vendue à James Mills en vertu d'un acte de vente enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Richmond sous le numéro 29945 du volume B-41, et à distraire également de cet immeuble les lisières de terrain acquises par expropriation par la corporation municipale d'Ulverton et décrites aux actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Richmond sous les numéros 157769 et 169640.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. ».

Acquisition
par la muni-
cipalité

2. La municipalité d'Ulverton peut, jusqu'au 31 décembre 1995, acquérir pour la somme d'un dollar l'immeuble suivant:

« Un immeuble composé, en se référant au cadastre du canton de Durham, d'une partie du lot 107, de forme irrégulière, bornée au nord-est, sur 76,62 m, par un ancien chemin public, au sud-est, sur 75,57 m, par le lot 113, au sud-ouest, sur 76,83 m, par une autre partie du lot 107 et au nord-ouest, sur 72,37 m, par une partie du lot 119. »

Paiement
des frais

Les honoraires professionnels et les frais d'enregistrement sont payables par la municipalité.

Radiation

3. L'article 2 cesse de s'appliquer et toute personne intéressée peut demander la radiation de son enregistrement dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° si la municipalité y consent;

2° si le délai prescrit à l'article 2 est expiré sans que la municipalité n'ait acquis l'immeuble visé à cet article.

Utilisation
des revenus

4. L'exécuteur fiduciaire de la succession de Cora Frances Dunkerley devra utiliser les revenus provenant du produit de la vente de l'immeuble visé à l'article 1 conformément aux dispositions du testament.

Enregistre-
ment

5. L'enregistrement d'une copie conforme de la présente loi se fait par dépôt; toutefois, s'il n'est pas procédé à l'enregistrement d'un tel document avant le 1^{er} janvier 1994, sa publication se fera au moyen d'un sommaire par application, notamment, des articles 2982 et 3005 du Code civil du Québec.

Rembourse-
ment

6. L'exécuteur fiduciaire peut se rembourser sur le produit de la vente de l'immeuble visé à l'article 1, des frais assumés pour

l'adoption de la présente loi, l'obtention d'une copie conforme de celle-ci, l'enregistrement de ce document et la réalisation de la vente.

Entrée en
vigueur

7. La présente loi entre en vigueur le 13 décembre 1993.